



LES RÉPUBLICAINS – VAL-DE-MARNE AUTREMENT



En plein état d'urgence, l'État veut supprimer des commissariats de police en Val-de-Marne !

Début mars, les élus du Val-de-Marne ont eu la désagréable surprise d'apprendre par la presse que la **Préfecture de Police proposait de supprimer la moitié des commissariats de police du département** pour ne garder que 9 « commissariats d'agglomération » à Fontenay-sous-Bois, Champigny-sur-Marne, Créteil, Maisons-Alfort, Le Kremlin-Bicêtre, Vitry-sur-Seine, Choisy-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges et Boissy-Saint-Léger.

Portée en toute fin de quinquennat, cette réforme de grande ampleur ne peut certainement pas être menée à la hussarde car il en va de la garantie de la sécurité quotidienne des Val-de-Marnais et de l'efficacité du travail des forces de l'ordre. **Les maires ont dénoncé unanimement, via l'association des maires du Val-de-Marne, l'absence totale de concertation préalable et l'incohérence du projet.** Même les syndicats de police pointent une réforme montée dans la plus grande précipitation !

Si on appliquait en l'état ces changements, le commissariat d'Alfortville, de Charenton-le-Pont, de Chennevières-sur-Marne, de L'Hay-les-Roses, de Nogent-sur-Marne, de Saint-Maur-des-Fossés et de Vincennes seraient au mieux des antennes ouvertes seulement la journée au pire purement et simplement supprimés ! **C'est une véritable provocation et un très mauvais signal lancé par l'État alors que nous sommes toujours sous le régime de l'état d'urgence instauré au lendemain des attentats de 2015 et que la menace terroriste ne faiblit pas, ni en France ni en Europe.**

Comme les maires du Val-de-Marne, notre groupe demande le retrait immédiat de

ce projet de réforme des circonscriptions de police dans le Val-de-Marne et l'ouverture sans délai d'une véritable concertation pour définir ensemble les contours de cette réorganisation des moyens par ailleurs nécessaire. Comment peut-on en effet engagé un tel changement sans associer les principaux acteurs que sont les policiers, les habitants, les associations de prévention de la délinquance, les représentants de la justice et les élus locaux ? C'est pourtant dans ce type de réunion de concertation que les priorités de lutte contre l'insécurité sont définies, que des demandes de moyens supplémentaires peuvent être formulées et que des évolutions dans le fonctionnement peuvent être débattues.

Le quinquennat qui s'achève avait pourtant prôné la démocratie participative à tous les étages. On a vu ce que cela a donné ! Après les rythmes scolaires, la baisse drastique des dotations de l'Etat aux collectivités locales et l'arrêt du jour au lendemain du soutien de l'Etat à 36 quartiers d'habitat social du Val-de-Marne, **voici l'assèchement des moyens en faveur de la protection de nos concitoyens !**

Il faut dire que le bilan du quinquennat de HOLLANDE-VALLS-MACRON en matière de sécurité est désastreux. La réponse pénale laxiste de Mme TAUBIRA n'a pas arrangé les choses car elle a profondément affaibli l'autorité de l'Etat. Le bilan « Interstats » de la délinquance en France pour l'année 2016 daté de janvier 2017 réalisé par l'INSEE – disponible sur le site internet du Ministère de l'Intérieur – dresse un tableau noir. Il indique par exemple que « les violences physiques commises sur les

personnes de plus de 15 ans continuent leur progression entamée en 2013 ».

Les derniers rapports d'activité de la Préfecture du Val-de-Marne confirment cette réalité dans notre département :
« En 2014, les atteintes volontaires à l'intégrité physique apparaissent en hausse (+4%) » (Rapport d'activité 2014-2015).
« Le Val-de-Marne a été marqué par une hausse assez sensible des atteintes volontaires à l'intégrité physique (14 971 faits) contre 14 064 en 2014, soit une augmentation de +6,45%. Ces chiffres accréditent l'hypothèse d'une société malheureusement plus violente, précisément perçue comme telle par les policiers du département, dont 216 (contre 208 en 2014) ont été blessés en 2015 en opération de service » (Rapport d'activité 2015-2016).

Et pour tenter d'améliorer la sécurité de nos concitoyens, qu'est-il proposé ? **De fermer des commissariats de police en plein état d'urgence ! Décidément, il est vraiment temps de tourner la page de ce quinquennat calamiteux ! ■**

Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Richard DELL'AGNOLA, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFFLE, Jean-François LE HELLOCO, Deborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Julien WEIL, Métin YAVUZ

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr
Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement